

Simulation de modèle de l'ONU 2014

Mondialisation

Un exercice de simulation de l'ONU à l'intention des futurs dirigeants internationaux, créé par le projet Global Classrooms de l'Association américaine pour les Nations Unies et parrainé par le Département d'État des États-Unis.



UNITED NATIONS ASSOCIATION
of the United States of America
A PROGRAM OF THE UNITED NATIONS FOUNDATION

Table des matières

1. Comment utiliser ce guide
2. Mini-simulation sur la mondialisation
3. Plan de cours sur la mini-simulation
4. Plan de cours sur l'étude de pays
5. Questions fréquemment posées sur le modèle de l'ONU
6. Pancartes sur la mondialisation

Comment utiliser ce guide

À son niveau le plus élémentaire, le Modèle de l'Organisation des Nations Unies est un débat entre des élèves/étudiants qui représentent les points de vue de pays et non les leurs. Les supports pédagogiques qui suivent vous guideront pas à pas dans la procédure d'animation d'un débat de ce type, de façon que vos élèves/étudiants aient la possibilité de regarder le monde à partir d'une autre perspective, et d'acquérir les compétences nécessaires pour s'exprimer de façon efficace.

Les documents, qui portent sur la mondialisation, sont divisés en trois parties :

- **Mini-simulation sur la mondialisation** : un guide thématique et des supports que les élèves/étudiants peuvent utiliser pour débattre ;
- **Plan de cours sur la mini-simulation** : un plan de cours destiné à permettre aux élèves/étudiants de se préparer au débat, et
- **Plan de cours sur l'étude de pays** : un plan de cours portant sur l'animation du débat à proprement parler.

Si vous manquez de temps, vous pouvez simplement donner aux élèves/étudiants les documents relatifs à la « Mini-simulation sur la mondialisation », leur demander de lire les informations sur ce sujet ainsi que la courte liste d'informations sur le pays qui leur a été affecté, puis les laisser entamer le débat. Si vous souhaitez apporter votre concours à des enseignants ou à des établissements scolaires pour les aider à animer un débat plus efficacement, le « Plan de cours sur la mini-simulation » les guidera dans cette procédure. Enfin, si des enseignants souhaitent élargir ce processus pour aider des élèves/étudiants à se préparer à un débat plus motivant et plus approfondi, ils peuvent commencer par le « Plan de cours sur l'étude de pays » avant d'aborder la mini-simulation MONU à proprement parler.

Par ailleurs, cet ensemble de documents comprend des informations complémentaires sur le Modèle de l'Organisation des Nations Unies si vous souhaitez aller au-delà de la simulation de mini-débat proposé ici : les « Questions fréquemment posées ». Ce dernier document apporte des précisions sur ce qu'est le Modèle de l'Organisation des Nations Unies et son mode de fonctionnement, qui y prend part et pourquoi, et sur la façon dont les établissements scolaires peuvent intervenir dans le MONU hors du contexte scolaire.

Mini-simulation sur la mondialisation : Guide général

Organisation des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies (ONU) est une organisation internationale fondée en 1945 après la Seconde guerre mondiale par 51 pays engagés à créer un monde meilleur et plus sûr pour tous les peuples. Aujourd'hui, elle compte 193 pays membres. L'ONU s'est fixé quatre grands objectifs :

- Le maintien de la paix dans le monde ;
- Le développement de relations amicales entre les nations ;
- Aider les nations à œuvrer de concert pour l'instauration de meilleures conditions de vie parmi les populations pauvres, vaincre la faim, la maladie et l'analphabétisme, et l'accroissement du respect des droits de l'homme et des libertés dans le monde ; et
- Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.



Comité : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a vu le jour en 1964 aux fins de remplir la fonction d'organe principal de l'ONU en matière de commerce, d'investissement et de développement. La CNUCED encourage le commerce, l'investissement et le développement dans les pays en développement et sous-développés pour les aider à s'intégrer à l'économie mondiale. La CNUCED élabore des politiques qui abordent tous les domaines du développement, notamment la technologie, la finance, le commerce et le transport.

Elle est régie par 194 États Membres qui se réunissent tous les quatre ans à l'occasion d'une conférence. Situé à Genève, en Suisse, le secrétariat de la CNUCED gère les affaires courantes de l'organisation. En outre, tous les deux ans, la CNUCED organise le Forum mondial de l'investissement, où les leaders mondiaux du secteur de l'investissement se rencontrent pour évoquer les défis et opportunités en matière d'investissement international et pour créer des partenariats en vue de promouvoir le développement durable.

Contexte

Qu'est-ce que la mondialisation ?

La mondialisation est un terme complexe et controversé qui fait référence à l'intensification de la circulation des personnes, des flux financiers, des produits et des idées par-delà les frontières nationales. Cette interaction accrue entre les pays, qui débouche souvent sur une plus forte interdépendance, est un sujet qui interpelle, car elle a même une incidence sur les aspects les plus personnels de la vie des gens, des emplois qu'ils occupent à la nourriture qu'ils mangent, en passant par les films qu'ils voient.

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale et plus particulièrement depuis les années 1980, ce mouvement s'est accéléré à un rythme rapide, grâce aux progrès dans les technologies des transports et des télécommunications ainsi qu'aux politiques gouvernementales d'encouragement des échanges et des investissements internationaux.

D'aucuns considèrent la mondialisation comme naturelle et bénéfique tandis que d'autres voient en elle des risques potentiels pour les peuples, les cultures et l'environnement. S'il ne fait pas l'ombre d'un doute que le monde continuera à « se faire plus petit » par l'intermédiaire de la mondialisation, un débat a vu le jour sur la forme qu'elle prendra dans l'avenir. Signifiera-t-elle que les grandes entreprises acquerront davantage de pouvoir et d'influence ? Les gouvernements nationaux abandonneront-ils un peu de leur propre pouvoir ? Comment pouvons-nous nous assurer que la mondialisation ne mettra pas l'environnement en danger ? Les avantages de la mondialisation seront-ils accessibles à tous, ou seulement aux élites de la société ?

Les tenants de la mondialisation économique soulignent que les pays peuvent tirer considérablement parti de la mondialisation, à condition d'ouvrir, ou de libéraliser, leurs économies. Une **économie libérale**, également appelée **économie de marché**, est basée sur le fonctionnement des marchés, à savoir l'achat et la vente de biens et de services. Dans une économie libérale, il y a peu d'intervention ou de réglementation de la part du gouvernement. Les organisations de développement encouragent souvent les pays à adopter des économies libérales ou de marché, celles-ci étant estimées être les plus efficaces pour engendrer la croissance économique.

La croissance économique induit souvent la création d'emplois et d'opportunités, qui peuvent procurer aux habitants des pays en développement des moyens d'échapper à la pauvreté. En effet, en 2010, le nombre de personnes vivant avec 1,25 dollars par jour (adapté compte tenu de l'inflation) avait baissé de 31 % par rapport à 1987.¹ De nombreux économistes affirment que ce changement peut être attribué en grande partie aux avantages économiques de la mondialisation.

À mesure que les pays ont libéralisé leurs marchés, le commerce et les investissements internationaux ont vu leur croissance s'envoler à des taux sans précédent. Par exemple, le montant des investissements réalisés par des entreprises hors de leur territoire national (appelé **investissements directs étrangers**) s'est accru considérablement au cours des 25 dernières années. En 2013, les investissements directs étrangers mondiaux s'élevaient à 1,4 billions de dollars, contre seulement 207 milliards en 1990.² Les **entreprises multinationales**, des entreprises qui ont des activités dans plus d'un seul pays, sont devenues des acteurs internationaux de premier plan, leurs budgets, leur organisation et leur influence sur la scène mondiale rivalisant avec celles de bon nombre de nations. En 2012, le chiffre d'affaires de Wal-Mart³ (447 milliards de dollars) dépassait le PIB (produit intérieur brut) de tous les pays,

¹ [Groupe de la Banque mondiale](#)

² [Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement \(CNUCED\)](#)

³ [MarketWatch](#)

notamment l'Autriche, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis et le Venezuela, à l'exception de celui des 27 économies les plus importantes.⁴

Énoncé du problème

La mondialisation ouvre de nouvelles perspectives de développement, mais elle comporte également des risques. Les avis diffèrent sur la meilleure façon de gérer ces défis.

Inégalités des chances

Si la mondialisation accroît les perspectives économiques pour bon nombre, les détracteurs de la voie qu'elle emprunte actuellement craignent que certaines communautés et certains pays n'en profitent pas. Certaines entreprises font faillite lorsqu'elles sont contraintes de rivaliser avec des entreprises étrangères, tandis que d'autres déplacent leur production à l'étranger. Ces deux types de conjonctures peuvent entraîner des pertes d'emplois comme dans les années 1990, lorsque la plupart des industries de l'habillement des pays développés tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont fermé des usines sur leur territoire national et en ont ouvert d'autres dans des pays en développement tels que la Chine, l'Inde et le Mexique, où les charges sociales et les salaires étaient moindres.

Une autre inquiétude réside dans le fait que les agriculteurs, pêcheurs et petites entreprises qui ne peuvent se permettre d'investir lourdement dans les technologies ou le transport pourraient avoir des difficultés à concurrencer de grandes entreprises multinationales qui peuvent le faire. Enfin, quelques pays pauvres n'ont pas été en mesure de s'intégrer à l'économie mondiale. En 2011, la part des **pays les moins avancés (PMA)** dans le commerce mondial atteignait à peine 1,12 %,⁵ en dépit du fait qu'ils comptaient quelque 12 % de la population mondiale.⁶

L'environnement

La mondialisation entraîne des changements qui peuvent menacer l'environnement. Les économies en croissance produisent plus de déchets industriels à mesure que les pays en développement **s'industrialisent** (antérieurement basées sur l'agriculture, leurs économies deviennent industrielles ou manufacturières) et engendrent une pollution atmosphérique accrue à mesure que davantage de gens ont les moyens de s'acheter des voitures et de prendre l'avion. En effet, davantage de combustibles fossiles sont brûlés et davantage de dioxyde de carbone (CO²) et d'autres gaz polluants sont libérés dans l'atmosphère. La plupart des chercheurs sont convaincus que le fait de brûler des combustibles fossiles contribue au changement climatique, qui comprend tout un ensemble de changements environnementaux parmi lesquels une hausse progressive des températures moyennes à l'échelle planétaire, l'accroissement des sécheresses et une hausse du niveau de la mer. Ces changements représentent un danger pour la santé de la planète.

⁴ Groupe de la Banque mondiale

⁵ Organisation mondiale du Commerce

⁶ Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (ONU-OHRLS)

Qui plus est, des activistes s'inquiètent du fait que la mondialisation permet aux grandes entreprises de se comporter de manière irresponsable et de polluer l'environnement ou de mettre la faune en danger, notamment lorsqu'elles extraient des richesses naturelles qui se trouvent dans des pays en développement dont les gouvernements ont des capacités limitées pour veiller à l'application des lois et normes environnementales.

Droits des travailleurs

Selon certains détracteurs, le système actuel encourage les grandes entreprises à maintenir de bas salaires, voire même à ouvrir des ateliers de misère (en anglais, « **sweatshop** », où les ouvriers sont très mal payés et travaillent dans des conditions dangereuses). Ces travailleurs ne peuvent souvent pas se syndiquer et dans certains cas, ils sont exploités par leurs patrons qui les font travailler de longues heures sans pause et passent outre les risques pour la santé. En 2013, l'[effondrement au Bangladesh d'un immeuble](#) qui abritait cinq usines de confection a attiré l'attention de la communauté internationale sur ce problème. Après que les propriétaires des usines aient ordonné aux ouvriers de retourner au travail en dépit du fait que des éléments donnaient à penser que l'immeuble était endommagé, plus de 1 000 personnes ont trouvé la mort lors de cette catastrophe.

De nombreux observateurs, qui se soucient de l'impact de la mondialisation en matière d'environnement et de travail, s'insurgent contre ce « nivellement par le bas », dans le cadre duquel les pays en développement attirent les investissements étrangers en limitant les réglementations et leur application, et les entreprises multinationales sont accusées de jeter leur dévolu sur des pays où les coûts de la main d'œuvre sont les plus faibles tout en passant outre les mauvaises conditions de travail et l'impact sur l'environnement.

Commerce équitable

Détracteurs et tenants des politiques de libre-échange se plaignent que le système actuel n'est pas du tout libre. Ils accusent les pays riches du Nord d'hypocrisie. Le Nord affirme qu'il tente d'éliminer les obstacles aux échanges commerciaux mais maintient ses propres subventions tout en demandant aux pays pauvres de mettre un terme aux leurs. De nombreux pays en développement choisissent de protéger leurs industries au moyen de **tarifs** qui excluent les importations de leurs marchés nationaux et leur permettent d'écouler leurs biens localement. Lorsque ces pays sont contraints de « **libéraliser** » les échanges, il faut supprimer ces tarifs. Les agriculteurs et les autres entreprises sont alors confrontés à une nouvelle concurrence venue de l'étranger.

Dans le même temps, les agriculteurs et les autres entreprises de l'Union européenne, des États-Unis et du Japon continuent à tirer profit des subventions. Ceci est en partie dû au fait que les gouvernements des pays riches sont en position de force lors du processus de négociation. De plus, ces nations riches parviennent parfois à enfreindre les règles commerciales parce qu'elles ont les moyens de payer les coûts des sanctions commerciales qui leur seraient imposées. Par exemple, les États-Unis sont passés outre un jugement de 2005 à l'encontre des subventions qu'ils accordaient au secteur du coton, en dépit

des sanctions qui s'en sont suivies. La question des subventions agricoles demeure l'une des principales préoccupations des négociations commerciales mondiales, non résolue par l'accord conclu en 2013 par tous les membres de l'Organisation mondiale du Commerce. La plupart des pays en développement souhaitent que les pays riches mettent un terme aux subventions agricoles.

Interdépendance

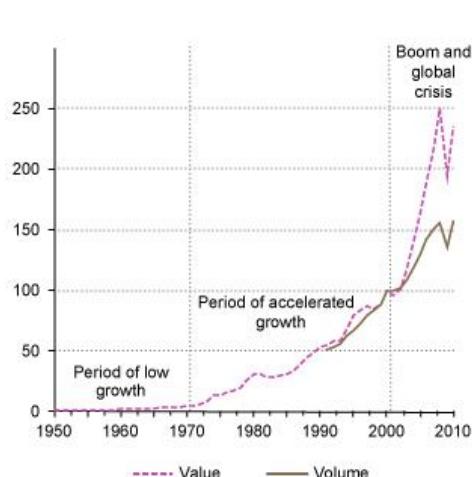
Les économies nationales étant devenues tellement interdépendantes, la croissance dans un ou plusieurs pays peut mener à la croissance dans le monde entier, mais l'inverse est également vrai : des crises peuvent en engendrer d'autres. Lorsque les États-Unis ont connu un ralentissement de l'activité économique à partir de 2008, déclenché en partie par le coût excessif du logement et les crédits à risque consentis aux acheteurs de logements, une récession mondiale a suivi. Lorsque les pays européens, notamment la Grèce, l'Irlande et le Portugal, ont failli ne pas rembourser leurs dettes un an plus tard, l'ensemble de l'Europe a été aspirée par la crise, pour finir par renflouer les pays en difficulté au moyen de prêts d'urgence qui ont représenté globalement des centaines de milliards d'euros. De nombreux dirigeants s'inquiètent du fait que la santé économique de leur propre pays dépende si étroitement de décisions prises hors de leurs frontières.

Débat sur ce problème

S'il n'y a pas de façon précise de déterminer l'impact d'ensemble de la mondialisation, il existe une abondance d'aspects à prendre en compte. Il est évident que la mondialisation s'accélère. Le volume de biens échangés en 2010 avait triplé par rapport aux niveaux constatés en 1990 (voir la figure 1). Le commerce des services, les voyages internationaux et bien sûr, les communications transfrontalières (ni Internet, ni les téléphones portables n'étaient largement utilisés en 1990) se sont aussi fortement accrus durant cette même période.

Figure 1. Tendances à long terme en valeur et en volume des exportations de marchandises, 1950-2010

(Indices, 2000=100)



Source : [Calculs effectués par le secrétariat de la CNUCED](#) sur la base de données d'UNCTADstat et de l'Office néerlandais d'analyse de la politique économique CPB, *base de données du commerce mondial*

Quant à savoir si la mondialisation profite à tous et de quelle façon le monde devrait aborder les défis qui lui sont associés, les opinions sont très partagées.

Inégalités des chances

La pauvreté extrême, mesurée par le nombre de personnes, et le pourcentage qu'elles représentent, vivant avec moins de 1,25 dollars par jour, a chuté au cours de cette période de mondialisation ; en 2010, il y avait 550 millions de personnes en état de pauvreté extrême de moins qu'en 1987, en dépit de la croissance démographique mondiale. Parmi les autres signes encourageants, l'on compte une augmentation de l'espérance de vie moyenne, une baisse du taux de mortalité infantile ainsi qu'une hausse du niveau de vie de la population en général. Tous ces aspects sont des mesures statistiques importantes du bien-être sociétal. Les partisans de la mondialisation remarquent que l'accroissement des échanges commerciaux au-delà des frontières a contribué à encourager cette réduction majeure de la pauvreté.

Les détracteurs du système actuel de la mondialisation soutiennent que même si bon nombre de personnes sont sorties de la pauvreté, plus de 1,2 milliard de gens vivent encore avec moins de 1,25 dollars par jour, et bien d'autres ont un niveau de vie à peine supérieur au seuil de pauvreté. Ces populations ne jouissent sans doute toujours pas des opportunités offertes aux membres des classes supérieures.

L'environnement

De graves inquiétudes en matière d'environnement accompagnent cette époque de mondialisation, même si l'on ne s'accorde pas sur la mesure dans laquelle la mondialisation y contribue. La plupart des chercheurs pensent que l'activité humaine, telle que l'incinération de combustibles fossiles pour le transport et l'activité industrielle, dégage des gaz dans l'atmosphère qui emprisonnent la chaleur et font monter la température. Parmi les signes de changement climatique, l'on compte la hausse des températures (elles se sont accrues au cours des dernières 30 années, la décennie la plus chaude jamais enregistrée étant celle de 2000 à 2009), l'augmentation des vagues de chaleur et de froid, la fonte des glaciers et la hausse du niveau de la mer. C'est un problème d'ampleur planétaire car, les gaz se déplaçant dans le monde entier, ils affectent tous les pays et pas seulement ceux qui libèrent ces polluants.

Tandis que les pays développés tendent à émettre le plus de **gaz à effet de serre**, tel que le **dioxyde de carbone (CO²)**, les pays en développement et émergents, notamment la Chine et l'Inde avec leur forte population et leurs économies en plein essor, contribuent désormais pour la majeure partie de la croissance de l'utilisation des combustibles fossiles et des émissions de CO².

La plupart des propositions visant à diminuer les dommages environnementaux supposent que les pays acceptent de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, soit de façon volontaire, soit par l'intermédiaire d'un système « de plafonnement et d'échange » dans le cadre duquel les pays pollueurs doivent acquérir des permis pour le faire tandis que les pays dont les émissions restent en deçà des

limites fixées peuvent vendre les leurs, donc tirer un profit de leurs efforts. Voir « Que fait-on ? » pour de plus amples informations sur un accord international visant à la réduction des émissions.

Droits des travailleurs

Organe de l'ONU, l'Organisation Internationale du Travail a établi des normes de travail minimum « visant à accroître pour les hommes et les femmes les chances d'obtenir un travail décent et productif, dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité ».⁷ Ces normes appellent à la mise en place de mesures de protection telles que le droit des travailleurs à constituer des syndicats, limiter le travail des enfants et en éliminer les pires formes, ainsi que l'élimination de la discrimination sur le lieu de travail.

D'aucuns affirment que des mesures strictes d'application de ces normes de travail entraîneront des pertes d'emploi, car des entreprises pourraient décider de fermer des usines ou de fermer purement et simplement plutôt que d'investir dans des augmentations de salaires, la sécurité au travail, etc. Selon ces observateurs, mieux vaut que les travailleurs aient un emploi dans lequel ils risquent d'être exploités que pas d'emploi du tout.

D'autres avancent que des mesures, telles que l'imposition de la loi par les pouvoirs publics, doivent être prises pour faire respecter ces droits. Les pays en développement font souvent valoir qu'ils n'ont pas la possibilité de veiller à l'application des normes de travail et dans certains cas, des pays développés les aident à renforcer leur législation et dispositifs d'inspection. Certains cherchent à intégrer les normes de travail dans les accords de libre-échange et entre nations, en offrant des incitations aux pays, par l'accroissement ou l'amélioration des opportunités d'échanges, s'ils renforcent leurs dispositifs de protection des droits des travailleurs.

Commerce équitable

Le recours permanent aux subventions agricoles par les pays riches constitue sans doute la pierre d'achoppement la plus saillante dans les négociations sur la réglementation internationale du commerce. Ce point de litige a provoqué le départ des pays en développement lors des réunions de 2005 de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et retardé les négociations de plusieurs années. Depuis lors, des pays en développement et émergents comme le Brésil et l'Inde ont mis en place ou renforcé leurs propres systèmes de subventions, compliquant d'autant le problème. Un accord conclu en 2013, le premier adopté par tous les membres de l'OMC, n'est pas parvenu à résoudre ce problème. En refusant d'accepter de mettre un terme aux subventions en sécurité alimentaire qu'elle accorde aux démunis, l'Inde a presque bloqué la conclusion de l'accord, mais elle a été autorisée à conserver ce dispositif pendant quatre ans de plus, le temps de trouver un compromis.

Que fait-on ?

⁷ [Organisation Internationale du Travail](#)

Inégalités des chances

L'accord de 2013 de l'OMC exige que les pays les moins avancés soient autorisés à vendre plus de biens sur les marchés d'autres pays, une décision visant à accroître leur intégration à l'économie mondiale, procurant ainsi des revenus et des opportunités de développement aux citoyens de ces pays.

L'environnement

Le document international le plus important sur le changement climatique est la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), accompagnée du Protocole de Kyoto qui a été adopté en 1997 et est entré en vigueur en 2005. Ce traité a pour objectif d'amener les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique. Le Protocole de Kyoto a également instauré le programme d'échange de droits d'émission, qui permet aux pays qui dépassent leurs quotas d'acquérir des crédits d'émission auprès des pays qui sont en mesure de rester en deçà des limites qui leur ont été fixées. Ceci procure aux pays industrialisés, qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre, une plus grande flexibilité et fournit aux pays en développement une incitation économique à réduire leurs émissions. Au mois de septembre 2011, 191 États avaient signé le traité. Les États-Unis, l'Afghanistan, Andorre et le Soudan du Sud ne l'ont pas ratifié. En 2011, le Canada a retiré sa signature et sa ratification du traité.

Droits des travailleurs

Les États Membres de l'Organisation Internationale du Travail sont tenus de faire régulièrement état de la façon dont ils observent les normes de travail qu'ils ont convenu de respecter. Si l'application des normes se heurte à des obstacles, l'OIT tente de venir en aide aux pays par le biais du dialogue social et de l'assistance technique.

Des pays individuels et de petits groupements de pays ont essayé des démarches novatrices. Par exemple, les États-Unis, le Cambodge et l'OIT ont conclu une entente, à présent expirée, selon laquelle le Cambodge avait le droit d'exporter davantage de vêtements vers les États-Unis à mesure que les conditions de travail s'amélioraient, comme en attesteraient les vérifications de l'OIT. Malgré la persistance de problèmes, les conditions de travail se sont effectivement améliorées et l'activité d'exportation de vêtements a connu une rapide croissance. Lorsque les États-Unis et la Colombie ont signé un Accord de Libre Échange en 2012, un plan d'action relatif au travail a été mis en place dans ce cadre « pour résoudre des préoccupations graves et immédiates ». La Colombie a dû prendre des mesures pour protéger les droits des travailleurs avant que les dispositions de cet accord n'entrent en vigueur.

Commerce équitable

L'Organisation mondiale du Commerce, dans le cadre de son rôle dans les échanges internationaux, est chargée de résoudre les litiges commerciaux entre nations. Lorsqu'il est déterminé qu'un pays membre ne respecte pas les règles de l'OMC, le pays lésé est autorisé à appliquer des sanctions, ou des pénalités, à l'encontre du pays contrevenant.

Les pays développés subissent des pressions de plus en plus fortes pour mettre un terme à leurs subventions agricoles. Le gouvernement actuel du Japon a indiqué qu'il projetait d'y mettre un terme d'ici 2018. Le débat se poursuit à l'intérieur des États-Unis et de l'Union européenne, mais ni les uns, ni les autres n'ont encore éliminé les subventions. Ce sujet restera presque certainement une pomme de discorde lors des négociations en cours.

Priorités à évoquer

- Garantir que tous les pays et les peuples tirent profit de la mondialisation
- Moyens de réduire l'impact environnemental de la mondialisation, comme l'accroissement des émissions de CO²
- La responsabilité des diverses nations (en développement et développées) de protéger l'environnement et les droits des travailleurs.
- Le rôle des subventions agricoles

Résolutions

La mondialisation affecte chaque pays et elle apporte des effets positifs et négatifs à l'échelle planétaire. Il conviendrait que les délégués tiennent compte du fait que les différents pays vivent la mondialisation de différentes façons en fonction de la taille et de l'interdépendance de leur économie, du niveau de pauvreté, des points forts de l'économie de chaque pays (services, fabrication, agriculture, etc.) et du niveau de développement de chaque pays.

Il faudrait qu'ils étudient soigneusement les effets de la mondialisation dans leur pays et l'aptitude de leurs populations à s'intégrer à l'économie mondiale et à en tirer profit. Ensuite, ils devraient choisir l'une des résolutions suivantes :

1. Les gouvernements doivent garantir le respect des droits des travailleurs dans le monde.
2. Les gouvernements ne figurant pas sur la liste des pays les moins avancés établie par l'ONU doivent éliminer les subventions qu'ils versent à leurs agriculteurs.
3. Les gouvernements doivent réduire leurs émissions de carbone de 15 % au cours des 15 prochaines années.

Tâches

- Examiner la liste des priorités et des résolutions possibles ;
- Lire les informations sur votre pays au dos de la pancarte ;
- Répondre aux questions sur la *Feuille de discours 1* ;
- Préparer un discours de 30 à 60 secondes sur la position de votre pays et sur la résolution que vous recommandez sur la *Feuille de discours 2* ;
- Écouter les points de vue des autres pays et débattre des résolutions, et
- Voter sur les résolutions.

Parties prenantes

Allemagne, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Brésil, Chine, Colombie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Japon, Mexique, Nigeria, Royaume-Uni, Tanzanie

Mini-simulation sur la mondialisation : Plan de cours

Objectifs

Les élèves/étudiants :

- Comprendront ce qu'est le Modèle de l'Organisation des Nations Unies (MONU) ;
- Participeront à une mini-simulation du Modèle de l'Organisation des Nations Unies grâce à des jeux de rôle de délégués de l'ONU ;
- Prononceront un discours exprimant leur position et
- Se livreront à un débat éclairé et informé avec leurs homologues.

Présentation générale

Les élèves/étudiants prendront part à une mini-simulation du MONU. Elle peut être réalisée à l'occasion d'une longue séance d'activité, ou lors de deux séances plus courtes : la première séance est consacrée à expliquer ce qu'est le Modèle de l'Organisation des Nations Unies et à la préparation MONU, tandis que la seconde consiste en un débat au sein d'un comité. Les élèves/étudiants travaillent en binômes pour représenter un pays. Aucune recherche extérieure n'est nécessaire car les données fondamentales sont déjà fournies sur les pancartes concernant chaque pays.

Durée

2 sessions de 45 minutes chacune

Normes appliquées

MATRICE DE COMPETENCE MONDIALE (Global Competence Matrix)⁸

Explorer le monde

Les élèves/étudiants étudient le monde au-delà de leur environnement immédiat.

- Ils développeront une argumentation fondée sur des preuves irréfutables qui tiendront compte de points de vue multiples et tireront des conclusions solides.
- Ils étudieront un ensemble de textes et de supports nationaux et étrangers dans le but d'identifier et de délimiter des questions d'envergure locale, régionale ou mondiale se prêtant à la recherche.

Reconnaître les points de vue

Les élèves/étudiants reconnaissent leur propre perspective et celle des autres.

- Ils étudieront les perspectives d'autres personnes, groupes ou écoles de pensée pour identifier les facteurs qui influent sur ces perspectives.

⁸La compétence mondiale est l'aptitude et la disposition à comprendre des questions d'envergure mondiale et à agir sur elles. Les Global Competence Matrices for Social Studies and English Language Arts (matrices de compétences mondiales pour les études sociales et la culture d'expression anglaise) ont été créées dans le cadre du projet EdSteps du Conseil des hauts responsables d'établissements scolaires publics, en partenariat avec l'Asia Society Partnership for Global Learning.

- Ils examineront des méthodes scientifiques d'acquisition de connaissances et les perspectives sur la science d'autres personnes, groupes ou écoles de pensée pour identifier les facteurs qui influent sur ces perspectives.

Communiquer des idées

Les élèves/étudiants communiquent efficacement des idées à des publics variés.

- Ils écouteront et communiqueront efficacement avec des personnes diverses, en utilisant un comportement, un langage et des stratégies verbaux et non verbaux.
- Ils devront réfléchir aux modalités selon lesquelles une communication efficace influe sur la compréhension, la collaboration, la négociation et le développement dans un monde interdépendant.

Agir

Les élèves/étudiants traduisent leurs idées et conclusions en mesures appropriées pour améliorer la situation.

- Les élèves/étudiants utiliseront leurs compétences linguistiques pour agir, personnellement et collectivement, de façons créative et déontologique pour contribuer à des améliorations durables, puis ils évalueront l'impact de leurs mesures.

Matériel

- Pancartes Pays
- Feuille de discours 1
- Feuille de discours 2
- Feuille d'écoute
- Marteau, pour indiquer le début et la fin des séances des comités et des discours

Vocabulaire

- **Délégué** - Une personne qui représente un pays à titre officiel.
- **Débat formel** - Le débat formel est assuré par les orateurs figurant sur la liste d'orateurs. Les délégués utilisent le temps imparti pour prononcer des discours préparés sur la position de leur pays, des recommandations de mesures et des idées de résolutions.
- **Caucus modéré** - Un caucus modéré est un débat qui ne tient pas compte de la liste des orateurs. Le président invite les délégués à prononcer de brefs discours un par un.
- **Pancarte** - Une affiche comportant le nom du pays représenté par la délégation. Cette affiche est levée lorsqu'un délégué souhaite prendre la parole durant une séance du comité.
- **Liste d'orateurs** - C'est la liste qui régit le débat formel. Le président gère habituellement la liste des pays qui attendent de prendre la parole.
- **Caucus libre** - Dans un caucus libre, les règles du débat ne priment plus. Les délégués peuvent quitter leur siège et débattre librement du sujet avec d'autres délégués.

Introduction

- Des adultes du monde entier participent à des débats au sein des Nations Unies. Les élèves/étudiants jouent le rôle de délégués de l'ONU issus de différentes nations dans le cadre du Modèle de l'Organisation des Nations Unies.

Méthode pédagogique

1. Divisez la classe en délégations de deux personnes (les 2 personnes qui se sont vues affecter le même pays constitueront une délégation). Attribuez à chaque binôme un pays (en lui donnant la pancarte d'un pays). S'il y a un nombre impair d'élèves/étudiants, une délégation peut comporter une personne supplémentaire ou un élève/étudiant peut travailler seul.
2. Donnez aux délégations le temps de lire les informations au dos de leur pancarte (ce sont des informations spécifiques sur le pays que les élèves/étudiants représentent qui se rapportent spécifiquement au sujet débattu).
3. Présentez les trois options de mesures recommandées (ce sont des résolutions sans la formulation compliquée typique des résolutions).
4. Chaque délégation sélectionne l'option que son pays choisirait en fonction de ce qu'elle a lu au dos de sa pancarte (*Feuille de discours 1*).
5. Chaque délégation prépare le discours exprimant sa position (*Feuille de discours 2*) ainsi que ce qu'elle dira aux autres délégués.
6. Séance du comité. *Remarque : les élèves/étudiants pilotent l'ensemble de la séance du comité lors de véritables conférences du Modèle de l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, ils proposent des temps de parole et votent pour les déterminer. Toutefois, les élèves/étudiants peuvent avoir besoin d'une aide/orientation supplémentaire au cours des mini-simulations. Les procédures qui suivent procurent une structure de modération par le président de séance pour que les élèves/étudiants s'habituent au format habituel des débats du Modèle de l'Organisation des Nations Unies.*
 - a. Vous êtes le président du comité. Donnez un coup de marteau puis dites « La séance du comité du Modèle de l'Organisation des Nations Unies sur la mondialisation est ouverte. Je vais procéder à l'appel. Veuillez lever votre pancarte et dire « Présent » quand votre pays sera appelé. »
 - i. Appelez le nom de chaque pays (ceci se fait habituellement dans l'ordre alphabétique). Les élèves/étudiants lèvent leur pancarte et disent : « présent ».
 - b. « La présidence va maintenant ouvrir la liste des orateurs pour lancer le débat officiel ».
 - c. « Le temps de parole sera fixé à (60) secondes. Tous ceux qui sont pour, levez votre pancarte. » [Geste pour encourager les élèves/étudiants à lever leur pancarte, car il est plus simple que cette proposition soit votée] (compter les voix). « Tous ceux qui sont contre, levez votre pancarte ». (Compter les voix)
 - d. « Avec ____(x) voix, la motion est adoptée et le temps de parole fixé à (60) secondes. » [Si la motion n'est pas adoptée, dites « ... la motion est rejetée », puis faites une autre proposition de temps de parole.]
 - e. « Les personnes souhaitant être ajoutées à la liste des orateurs, veuillez lever votre pancarte. » Des élèves/étudiants lèvent leur pancarte.

Rappelez aux élèves/étudiants qu'ils doivent prendre des notes sur la feuille d'écoute (grille pays) pour déterminer quelle résolution soutient chaque pays afin d'être mieux à même de négocier. Les discours de la liste des orateurs sont les discours préparés (Feuille de discours 2).

- i. Inscrivez les noms des pays (dont la pancarte est levée) sur une liste. Vous barrerez le nom du pays lorsque la délégation aura pris la parole.
- ii. Appelez le premier pays sur la liste. Les délégués prononcent leur discours rédigé sur la feuille 2.
- iii. Après chaque intervention, dites : « Je remercie les délégués de/du/de la _____. » Puis, « La parole est maintenant donnée aux délégués de/du/de la _____ (pays suivant sur la liste) ».
- f. Tous les 3 à 5 discours, arrêtez pour encourager les élèves/étudiants à choisir un autre format de débat (caucus modéré ou libre). Lorsque le caucus modéré ou libre prend fin, passez au pays suivant sur la liste des orateurs.
 - i. Caucus libre :
 1. « Le comité va maintenant passer à un caucus libre pendant (5 à 10) minutes. Mesdames et messieurs les délégués, veuillez discuter avec un ou plusieurs pays qui sont d'accord avec vous. » (Les élèves/étudiants se rencontrent et discutent) OU...
 2. « Le comité va maintenant passer à un caucus libre pendant (5 à 10) minutes. Mesdames et messieurs les délégués, veuillez discuter avec un pays qui n'est pas d'accord avec vous. » (Les élèves/étudiants se rencontrent et discutent)
 3. Pour mettre fin au caucus : « Le temps imparti au caucus libre s'est écoulé. Nous allons maintenant revenir à la liste des orateurs. »
 - ii. Caucus modéré :
 1. « Le comité va maintenant passer à un caucus modéré pendant (5 à 10) minutes. Les délégués qui souhaitent prendre la parole peuvent lever leur pancarte. Le temps de parole sera fixé à (30) secondes.
 2. Le président donne la parole à tout pays qui souhaite prendre la parole (pas de liste). Un pays peut intervenir plus d'une fois. Donnez un coup de marteau au bout de 30 secondes puis donnez la parole à une nouvelle délégation.
 3. Pour mettre fin au caucus : « Le temps imparti au caucus modéré s'est écoulé. Nous allons maintenant revenir à la liste des orateurs. »
- g. Passez à la procédure de vote (une fois que les noms de tous les pays sur la liste des orateurs ont été rayés).
 - i. « Tous les orateurs portés sur la liste ayant pris la parole, nous allons passer à la procédure de vote. »
- h. Vote
 - i. « Tous ceux qui sont pour la recommandation/résolution (numéro/titre), veuillez lever votre pancarte. » (Comptez les voix. La majorité simple l'emporte.)
 - ii. « La résolution (numéro/titre) est adoptée avec (nombre de voix). » OU « Avec seulement (nombre de voix), la recommandation (numéro/titre) est rejetée. »

iii. Répétez les points i. et ii. pour chaque proposition de résolution.

i. Fin de la séance du comité

i. « Je tiens à remercier les délégués pour leur participation à la séance du comité d'aujourd'hui. (Donnez un coup de marteau) La séance est levée. »

Évaluation

- Participation des élèves/étudiants
- Feuilles de travail

Réflexion

- Qu'est-ce que vous avez aimé dans votre séance de comité du Modèle de l'Organisation des Nations Unies ? Pourquoi ?
- Qu'est-ce qui vous a déplu concernant de débat du Modèle de l'Organisation des Nations Unies ? Pourquoi ?
- Que feriez-vous différemment la prochaine fois ?
- Comment pouvez-vous vous préparer à un MONU ?

Crédit

Les contenus de cette mini-simulation ont été adaptés à partir de documents d'origine fournis par l'United Nations Association of the National Capital Area (Association de la région de la capitale nationale pour les Nations Unies).

Ouverture

Le président accueille les délégués et annonce le sujet de discussion.



Appel

Présence : le président ou le rapporteur appelle le nom des pays et les délégués répondent



Débat

Débat formel

Le débat formel est axé sur la liste des orateurs. Le président demande aux délégués qui souhaitent prendre la parole parmi eux. Les délégués lèvent leur pancarte et ils sont inscrits sur une liste. C'est la liste des orateurs. Les intervenants sont appelés les uns après les autres dans l'ordre figurant sur la liste.

Les discours sont axés sur les déclarations de prise de position des pays et les mesures recommandées.

Caucus modéré

Un caucus modéré consiste en discussions qui ne tiennent pas compte de la liste des orateurs. Le président appelle les délégués un par un (sans suivre la liste des orateurs, il se repère sur qui a levé sa pancarte) pour qu'ils puissent faire de courtes interventions.

- Les discours portent sur ce que d'autres délégués ont dit.
- Les discours peuvent apporter de nouvelles idées sur lesquelles le comité peut

Caucus libre/informel

Dans un caucus libre, les règles du débat sont levées. Les délégués peuvent quitter leur siège et débattre librement du sujet avec d'autres.

- Les délégués se parlent entre eux.
- C'est un bon moment pour tenir des échanges avec des pays qui partagent votre point de vue.
- C'est un bon moment pour tenter de convaincre des pays en désaccord avec vous



Clôture du débat

Si tous les intervenants portés sur la liste des orateurs ont pris la parole, le débat s'arrête automatiquement. Un délégué peut aussi proposer une motion de clôture du débat s'il/elle juge que le comité est prêt à passer au vote.



Procédure de vote

Le comité vote sur chaque résolution

Problème : la mondialisation

Pays : _____

Votre délégation choisira l'une des options de résolution suivantes (*Lors d'une conférence, vous rédigerez vous-même votre résolution*).

1. Les gouvernements doivent garantir le respect des droits des travailleurs dans le monde.
2. Les gouvernements des pays ne faisant pas partie de la liste des pays les moins avancés de l'ONU doivent cesser d'accorder des subventions à leurs agriculteurs.
3. Les gouvernements doivent réduire leurs émissions de carbone de 15 % au cours des 15 années à venir.

Réfléchissez bien avant de faire votre choix !

- Quels changements liés à la mondialisation sont en train de se produire dans votre pays ? _____

- Que pourrait-il se passer à l'avenir ? _____

- Quels produits votre pays importe-t-il et exporte-t-il ? _____

- L'économie de votre pays repose-t-elle principalement sur l'agriculture, l'industrie (manufacturière et de transformation de biens) ou sur l'information et les services ? En quoi cela a-t-il une incidence sur l'interaction de votre pays avec d'autres ? _____

- Votre pays devient-il davantage connecté avec le reste du monde (par ex., par un accroissement des échanges mondiaux, de l'immigration et de l'émigration, de sa participation aux organisations internationales, etc.) ? Si oui, de quelle façon ? _____

- Que fait votre pays en matière de droits des travailleurs, d'impact environnemental et d'égalité des chances économiques pour s'assurer que la mondialisation profite à tous ses citoyens ? _____

- Votre pays a-t-il besoin d'aide ? De quel type d'aide votre pays a-t-il besoin ? _____

- Votre pays en aide-t-il d'autres ? De quelle façon ? _____

En vous aidant des informations se trouvant au verso de votre pancarte et des réponses apportées à vos questions, choisissez celle des trois options de résolution que vous proposerez sur la mondialisation à la CNUCED. Entourez l'option choisie par votre délégation (pays).



Fournissez brièvement deux raisons ou arguments pour lesquels votre délégation a choisi cette résolution.

1. _____

2. _____

Que répondrez-vous aux pays qui sont en désaccord avec vous ?

• _____



Feuille de discours 2

Complétez la feuille de travail suivante pour rédiger votre discours :

Merci, madame la présidente/monsieur le président, mesdames et messieurs les délégués.

Concernant la question de la mondialisation, la délégation représentant le/la _____

_____ (nom du pays) souhaite recommander à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de choisir l'option _____ (1, 2, ou 3),

_____ (présentez l'option que vous avez choisie selon vos propres termes.)

Nous sommes parvenus à cette décision parce que _____

_____ (écrivez le meilleur argument parmi les deux que votre groupe a trouvé sur la feuille de discours 1).

Je vous remercie.

Feuille d'écoute sur la mondialisation

Veuillez prendre des notes sur ce que les autres pays pensent de façon à pouvoir participer au débat.

Brésil Position : 1 2 3 Pourquoi :	Chine Position : 1 2 3 Pourquoi :
Colombie Position : 1 2 3 Pourquoi :	Allemagne Position : 1 2 3 Pourquoi :
Inde Position : 1 2 3 Pourquoi :	Japon Position : 1 2 3 Pourquoi :
Mexique Position : 1 2 3 Pourquoi :	Nigeria Position : 1 2 3 Pourquoi :
Fédération de Russie Position : 1 2 3	Arabie saoudite Position : 1 2 3



Pourquoi :	Pourquoi :
Afrique du Sud Position : 1 2 3 Pourquoi :	Tanzanie Position : 1 2 3 Pourquoi :
Royaume-Uni Position : 1 2 3 Pourquoi :	États-Unis d'Amérique Position : 1 2 3 Pourquoi :
Autres Notes :	



Mondialisation, étude de pays : Plan de cours

Objectifs

Les élèves/étudiants :

- Étudieront le pays qui leur aura été attribué et
- Effectueront des recherches sur les données relatives à ce pays.

Durée

Une à deux séances de 45 minutes

Normes appliquées

MATRICE DE COMPÉTENCE MONDIALE (Global Competence Matrix)⁹

Explorer le monde

Les élèves/étudiants étudient le monde au-delà de leur environnement immédiat.

- Ils développeront une argumentation fondée sur des preuves irréfutables qui tiendront compte de points de vue multiples et permettront de tirer des conclusions solides.
- Ils étudieront un ensemble de textes et de supports nationaux et étrangers dans le but d'identifier et de délimiter des questions d'envergure locale, régionale ou mondiale se prêtant à la recherche.

Reconnaître les points de vue

Les élèves/étudiants reconnaissent leur propre perspective et celle des autres.

- Ils étudieront les perspectives d'autres personnes, groupes ou écoles de pensée pour identifier les facteurs qui influent sur ces perspectives.
- Ils examineront des méthodes scientifiques d'acquisition de connaissances et les perspectives sur la science d'autres personnes, groupes ou écoles de pensée pour identifier les facteurs qui influent sur ces perspectives.

Communiquer des idées

⁹ La compétence mondiale est l'aptitude et la disposition à comprendre des questions d'envergure mondiale et à agir sur elles. Les Global Competence Matrices for Social Studies and English Language Arts (matrices de compétences mondiales pour les études sociales et la culture d'expression anglaise) ont été créées dans le cadre du projet EdSteps du Conseil des hauts responsables d'établissements scolaires publics, en partenariat avec l'Asia Society Partnership for Global Learning.

Modifié à partir de documents d'origine fournis par l'United Nations Association of the National Capital Area (Association des Nations Unies de la région de la capitale nationale).



Les élèves/étudiants communiquent efficacement des idées à des publics variés.

- Ils écouteront et communiqueront efficacement avec des personnes diverses, en utilisant un comportement, un langage et des stratégies verbaux et non verbaux.
- Ils devront réfléchir aux modalités selon lesquelles une communication efficace influe sur la compréhension, la collaboration, la négociation et le développement dans un monde interdépendant.

Agir

Les élèves/étudiants traduisent leurs idées et conclusions en mesures appropriées pour améliorer la situation.

- Les élèves/étudiants utiliseront leurs compétences linguistiques pour agir, personnellement et collectivement, de façons créative et déontologique pour contribuer à des améliorations durables, puis ils évalueront l'impact de leurs mesures.

Matériel

- Ordinateurs pour effectuer les recherches
- Livres de bibliothèque sur les différents pays
- Mondialisation : Guide étude de pays et papier pour chaque délégation

Vocabulaire

- **Produits de base** - Des biens à vendre.
- **Économie de marché** ou **économie libérale** - Un système économique basé sur l'offre et la demande avec peu ou pas d'intervention du gouvernement.
- **Mondialisation** - Intensification de la circulation des personnes, des biens, des flux financiers et des idées par-delà les frontières nationales.
- **PIB** - Produit intérieur brut ; il correspond à la valeur de tous les biens et services produits dans un pays durant une période donnée, généralement une année ; l'un des principaux indicateurs de la santé économique d'un pays.
- **PIB par habitant** - C'est le PIB divisé par le nombre d'habitants d'un pays qui indique le revenu moyen par personne.
- **Importation/importer** - **n.** : un bien apporté dans un pays de l'étranger. **v.** : apporter des biens dans un pays.
- **Industrie** - Ce terme se réfère à la production d'un bien économique. Parmi les exemples, l'on compte l'industrie automobile, le secteur de la technologie et l'industrie métallurgique.



- **Exportation/exporter** - **n.** : un bien vendu à un client dans un autre pays. **v.** : vendre des biens à un autre pays.
- **Subvention** - Paiements effectués sous diverses formes par un gouvernement à une industrie ou un secteur d'activité pour l'aider à être compétitif sur le marché

Introduction

- Afin de participer à cette/ces activité(s), les élèves/étudiants délégués, tout comme des délégués réels, doivent se préparer. Cette préparation comprend de la recherche et la rédaction de discours.

Méthode pédagogique

7. Divisez les élèves/étudiants en groupes.
8. Demandez-leur de rechercher des informations sur leur pays d'adoption en utilisant :
 - a. GCDC Wikispace : <http://globalclassroomsdsc.wikispaces.com/Country+Research>
 - b. CIA World Factbook : <http://www.cia.gov/library/publications/the-worldfactbook/index.html>
 - c. Profils pays de la BBC : http://news.bbc.co.uk/2/hi/country_profiles/default.stm
 - d. Notes d'information du Département d'État des États-Unis :
<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/>
9. Demandez aux élèves/étudiants de noter ce qu'ils auront trouvé sur la feuille « Mondialisation : étude de pays ».
10. Demandez aux élèves/étudiants de rédiger un discours de politique et des notes en vue d'une résolution.

Évaluation

- À partir de l'ensemble de leurs recherches, des notes et des grandes lignes des déclarations de politique, demandez aux élèves/étudiants de prononcer un discours à titre d'entraînement.

Réflexion

- Quels sont les résultats les plus surprenants concernant votre pays ? Pourquoi ?
- Dans quelle mesure pensez-vous que les informations sur votre pays sont comparables à celles concernant les pays voisins ? Les États-Unis ?
- Comment la mondialisation a-t-elle une incidence sur votre pays ?

Énoncé du problème

La mondialisation ouvre de nouvelles perspectives de développement, mais elle comporte également des risques. Les avis diffèrent sur la meilleure façon de gérer ces défis.

Inégalités des chances

Si la mondialisation accroît les perspectives économiques pour bon nombre, les détracteurs de la voie qu'elle emprunte actuellement craignent que certaines communautés et certains pays n'en profitent pas. Certaines entreprises font faillite lorsqu'elles sont contraintes de rivaliser avec des entreprises étrangères, tandis que d'autres déplacent leur production à l'étranger. Ces deux types de conjonctures peuvent entraîner des pertes d'emplois comme dans les années 1990, lorsque la plupart des industries de la confection des pays développés tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont fermé des usines sur leur territoire national et en ont ouvert d'autres dans des pays en développement tels que la Chine, l'Inde et le Mexique, où les charges sociales et les salaires étaient moindres.

Une autre inquiétude réside dans le fait que les agriculteurs, pêcheurs et petites entreprises qui ne peuvent se permettre d'investir lourdement dans les technologies ou le transport pourraient avoir des difficultés à concurrencer de grandes entreprises multinationales qui peuvent le faire. Enfin, quelques pays pauvres n'ont pas été en mesure de s'intégrer à l'économie mondiale. En 2011, la part des **pays les moins avancés** (PMA) dans le commerce mondial atteignait à peine 1,12 %,¹⁰ en dépit du fait qu'ils comptaient quelque 12 % de la population mondiale.¹¹

L'environnement

La mondialisation entraîne des changements qui peuvent menacer l'environnement. Les économies en croissance produisent plus de déchets industriels à mesure que les pays en développement **s'industrialisent** (antérieurement basées sur l'agriculture, leurs économies deviennent industrielles ou manufacturières) et engendrent une pollution atmosphérique accrue à mesure que davantage de gens ont les moyens de s'acheter des voitures et de prendre l'avion. En effet, davantage de combustibles fossiles sont brûlés et davantage de dioxyde de carbone (CO²) et d'autres gaz polluants sont libérés dans l'atmosphère. La plupart des chercheurs sont convaincus que le fait de brûler des combustibles fossiles contribue au changement climatique, qui comprend tout un ensemble de changements environnementaux parmi lesquels une hausse progressive des températures moyennes à l'échelle planétaire, l'accroissement des sécheresses et une élévation du niveau de la mer. Ces changements représentent un danger pour la santé de la planète.

¹⁰ Organisation mondiale du Commerce

¹¹ Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (ONU-OHRLS)

Qui plus est, des activistes s'inquiètent du fait que la mondialisation permet aux grandes entreprises de se comporter irresponsablement et de polluer l'environnement ou de mettre la faune en danger, notamment lorsqu'elles extraient des richesses naturelles qui se trouvent dans des pays en développement dont les gouvernements ont des capacités limitées pour veiller à l'application des lois et normes environnementales.

Droits des travailleurs

Certains détracteurs avancent que le système actuel encourage les grandes entreprises à maintenir de bas salaires, voire même à ouvrir des ateliers de misère (en anglais, « **sweatshop** »), où les ouvriers sont très mal payés et travaillent dans des conditions dangereuses. Ces travailleurs ne peuvent souvent pas se syndiquer et dans certains cas, ils sont exploités par leurs patrons qui les font travailler de longues heures sans pause et passent outre les risques pour la santé. En 2013, l'[effondrement au Bangladesh d'un immeuble](#) qui abritait cinq usines de confection a attiré l'attention de la communauté internationale sur ce problème. Après que les propriétaires des usines aient ordonné aux ouvriers de retourner au travail en dépit du fait que des éléments donnaient à penser que l'immeuble était endommagé, plus de 1 000 personnes ont trouvé la mort lors de cette catastrophe.

De nombreux observateurs, qui se soucient de l'impact de la mondialisation en matière d'environnement et de travail, s'insurgent contre ce « nivellement par le bas », dans le cadre duquel les pays en développement attirent les investissements étrangers en limitant les réglementations et leur application, et les entreprises multinationales sont accusées de jeter leur dévolu sur des pays où les coûts du travail sont les plus faibles tout en passant outre les mauvaises conditions de travail et l'impact sur l'environnement.

Commerce équitable

Détracteurs et tenants des politiques de libre-échange se plaignent que le système actuel n'est pas du tout libre. Ils accusent les pays riches du Nord d'être hypocrites. Le Nord affirme qu'il tente d'éliminer les obstacles aux échanges commerciaux mais maintient ses propres subventions tout en demandant aux pays pauvres de mettre un terme aux leurs. De nombreux pays en développement choisissent de protéger leurs industries au moyen de **tarifs** qui excluent les importations de leurs marchés nationaux et leur permettent d'écouler leurs biens localement. Lorsque ces pays sont contraints de « libéraliser » les échanges, il faut supprimer ces tarifs. Les agriculteurs et les autres entreprises sont alors confrontés à une nouvelle concurrence venue de l'étranger.

Dans le même temps, les agriculteurs et les autres entreprises de l'Union européenne, des États-Unis et du Japon continuent à tirer profit des subventions. Ceci est en partie dû au fait que les gouvernements des pays riches sont en position de force lors du processus de négociation. De plus, ces nations riches



parviennent parfois à enfreindre les règles commerciales parce qu'elles ont les moyens de payer les coûts des sanctions commerciales qui leur seraient imposées. Par exemple, les États-Unis sont passés outre un jugement de 2005 à l'encontre des subventions qu'ils accordaient au secteur du coton, en dépit des sanctions qui s'en sont suivies. La question des subventions agricoles demeure l'une des principales préoccupations des négociations commerciales mondiales, non résolues par l'accord conclu en 2013 par tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce. La plupart des pays en développement souhaitent que les pays riches mettent un terme aux subventions agricoles.

Interdépendance

Les économies nationales étant devenues tellement interdépendantes, la croissance dans un ou plusieurs pays peut mener à la croissance dans le monde entier, mais l'inverse est également vrai : des crises peuvent en engendrer d'autres. Lorsque les États-Unis ont connu un ralentissement de l'activité économique à partir de 2008, déclenché en partie par le coût excessif du logement et les crédits à risque consentis aux acheteurs de logements, une récession mondiale s'en est suivie. Lorsque les pays européens, notamment la Grèce, l'Irlande et le Portugal, ont failli ne pas rembourser leurs dettes un an plus tard, l'ensemble de l'Europe a été aspirée par la crise, pour finir par renflouer les pays en difficulté au moyen de prêts d'urgence qui ont représenté globalement des centaines de milliards d'euros. De nombreux dirigeants s'inquiètent que la santé économique de leur propre pays dépende si étroitement de décisions prises hors de leurs frontières.



Crédit

Les contenus de cette mini-simulation ont été adaptés à partir de documents d'origine fournis par l'United Nations Association of the National Capital Area (Association de la région de la capitale nationale pour les Nations Unies).

Modifié à partir de documents d'origine fournis par l'United Nations Association of the National Capital Area (Association des Nations Unies de la région de la capitale nationale).



Questions fréquemment posées sur le Modèle de l'Organisation des Nations Unies

Vue d'ensemble du Modèle de l'Organisation des Nations Unies (MONU)

Q : Qu'est-ce que le Modèle de l'Organisation des Nations Unies ?

R : Le Modèle de l'Organisation des Nations Unies (MONU) est une simulation de l'Assemblée générale des Nations Unies et d'autres organismes multilatéraux. Dans le cadre du MONU, des élèves/étudiants se mettent dans la peau d'ambassadeurs des États membres de l'ONU pour débattre de questions d'actualité qui sont au programme de l'organisation. Lorsqu'ils jouent leur rôle d'ambassadeur, les élèves/étudiants « délégués » prononcent des discours, préparent des projets de résolutions, négocient avec des alliés et des adversaires, résolvent des conflits et s'adaptent au règlement intérieur de la conférence du MONU - tout cela aux fins de mobiliser la coopération internationale pour résoudre des problèmes qui touchent les pays du monde entier.

Avant de jouer leur rôle d'ambassadeur dans une simulation du Modèle de l'Organisation des Nations Unies, les élèves/étudiants effectuent des recherches concernant la question que leur comité examinera. Les participants au MONU apprennent comment la communauté internationale prend des mesures sur des sujets qui la préoccupent, tels que la paix et la sécurité, les droits de l'homme, l'environnement, l'alimentation et la faim, le développement économique et la mondialisation. Les délégués du MONU étudient également de près les besoins, les objectifs et les politiques étrangères des pays qu'ils représenteront lors de cette manifestation. Les connaissances qu'ils acquièrent grâce à l'exploration de l'histoire, de la géographie, de la culture, de l'économie et des sciences contribuent à rendre la simulation plus authentique durant le jeu de rôle. Enfin, les connaissances en profondeur des délégués au sujet des pays qu'ils représentent sont l'assurance d'une expérience animée et inoubliable.

Q : Comment les Modèles des Nations Unies ont-ils débuté ?

R : S'il n'existe aucune trace officielle de la façon dont le Modèle de l'Organisation des Nations Unies a débuté, nous savons toutefois qu'il a pris la succession d'un ensemble de simulations du Modèle de la Ligue des Nations menées par des étudiants. On pense que la première simulation de conférence du Modèle de l'Organisation des Nations Unies s'est tenue à l'Université de Harvard, mais d'autres universités revendiquent l'avoir organisée. Quoi qu'il en soit, ces simulations d'organisations internationales ont commencé avant même la naissance de l'Organisation des Nations Unies !

Q : Quels types de sujets sont abordés dans les simulations de conférences du Modèle de l'Organisation des Nations unies ?

R : Les points à l'ordre du jour des comités varient à chaque conférence. La plupart des conférences ont tendance à porter leur attention sur des questions d'actualité qui sont débattues au sein des Nations Unies. Ces questions peuvent mettre en lumière des préoccupations politiques, financières et/ou sociales. Toutefois, la tâche de certains comités pourrait consister à aborder des préoccupations ou des questions hypothétiques passées ou à venir. Par exemple, de nombreuses conférences ont des comités « crise » au sein desquels les délégués doivent réagir à une situation de crise réelle ou hypothétique. D'autres conférences organisent des simulations de réunions du Conseil de sécurité historiques ou à venir.



Q : Qu'est-ce qu'un délégué du Modèle de l'Organisation des Nations Unies ?

R : Un délégué MONU est un élève/étudiant qui joue le rôle d'un ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion d'une simulation du Modèle de l'Organisation des Nations Unies. Avant une conférence ou une manifestation, un délégué MONU n'a pas besoin de posséder une expérience approfondie des relations internationales. N'importe qui peut participer à une simulation MONU, à condition d'avoir l'ambition d'apprendre quelque chose de nouveau et de collaborer avec d'autres personnes pour essayer de changer les choses dans le monde. Les élèves/étudiants qui participent à des simulations MONU tendent à devenir de grands leaders dans les domaines de la politique, du droit, des affaires, de l'éducation et de la médecine, à l'instar des personnes citées précédemment.

Q : Pourquoi devrais-je participer à une simulation du Modèle de l'Organisation des Nations Unies ?

R : Le MONU encourage les élèves/étudiants et les enseignants à s'intéresser au monde qui les entoure en élargissant leurs connaissances sur tout un ensemble de sujets. Le MONU permet également d'acquérir des compétences essentielles en matière de négociation, de prise de parole en public, de résolution de problèmes, de résolution des conflits, de recherche et de communication. Enfin, le MONU procure aux élèves/étudiants et aux enseignants l'occasion de rencontrer de nouvelles personnes intéressantes et de nouer de nouvelles amitiés.

Q : Quels sont certains des avantages pédagogiques du Modèle de l'Organisation des Nations Unies ?

R : Depuis plus de 60 ans, enseignants, élèves et étudiants bénéficient de cette expérience d'apprentissage interactive et l'apprécient beaucoup. En effet, elle ne fait pas seulement intervenir l'étude et la discussion de problèmes mondiaux parmi les jeunes, mais elle encourage également l'acquisition de compétences utiles tout au long de leur vie, comme la recherche, la rédaction, la prise de parole en public, la résolution de problèmes, la création de consensus, la résolution des conflits ainsi que le compromis et la coopération.